

Women Peace Initiatives (Wpi) et Ecumenical Service for Peace (SeP). Un panel de cinq responsables qui, à tour de rôle, ont eu à présenter aux représentants des médias un volet du sujet relatif au commerce des armes. D'entrée de jeu, Sylvie Jaacqueline

des armes exige le renforcement du plateau en vue de la création d'une commission nationale afin de juguler la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre (Alpc). Ce plateau, lancé en juin 2015 par WILPF Cameroon doit s'intensifier en vue de la vulgarisation du Traité sur le

d'une trentaine de pays dans le Monde. Monté au créneau après Mia Katharina, Ndi Richard Tanto, le Directeur Exécutif d'Ecumenical Service for Peace s'est appuyé sur la convention de Kinshasa de juin 2015 initiée par l'Union Africaine et qui

exportations et transferts d'armes ; à déterminer si ces armes sont susceptibles d'être utilisées pour commettre des crimes et des violences parmi lesquelles les violences basées sur le genre (VBG). Quant aux articles 12 et 13, ils traitent des obligations qu'ont les Etats Parties de tenir des registres

orienter ses priorités dans l'application. Actuellement entré en vigueur, il est ouvert à l'adhésion de tous les Etats non signataires. Le Cameroun en est signataire mais tarde à le ratifier. D'où le présent plateau qui vise à accélérer le processus. Doi Da Manga

DESARMEMENT

Prolifération illicite des armes en Afrique

Un atelier sous-régional sur la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre dans la région du Sahel se tient à Lomé au Togo, ces 10 et 11 février 2016.

IL S'AGIRA D'UNE QUESTION DE VALIDER LES RESULTATS D'UNE ENQUETE SUR LES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE, MENEES DANS DIX PAYS DE LA SOUTHERN REGION.

L'enquête

Elle a été menée avec l'expertise technique du Small Arms Survey, une institution basée à Genève en Suisse et par le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité de l'Onu (GRIP) dont le siège se trouve à Bruxelles en Belgique. Les pays concernés par cette enquête ont été : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, la République Centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et bien sûr le Cameroun. Elle a permis de mieux comprendre l'étendue de la prolifération illicite de renforcer la sécurité des armes légères et de petit calibre (ALPC), de définir les différents acquis et les efforts à fournir en vue de consolider la paix et de renforcer la sécurité des Etats affectés de la région du Sahel susmentionnés. L'atelier de Lomé au Togo s'est déroulé pendant deux jours et est organisé conjointement par le Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique (UNREC) et le Bureau sous régional du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Il permettra aux participants de valider la version finale et consensuelle de cette enquête régionale, d'en partager les résultats ainsi que l'expérience des participants et enfin de clore officiellement ce programme sous régional sur la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre au Sahel (ALPC).

Le Cameroun sera représenté à ces assises par trois personnalités dont : le président ou le secrétaire permanent ou le point focal chargé du contrôle de la prolifération des armes légères, du ministère des Relations Extérieures en charge des questions juridiques et enfin de la société civile. C'est madame Sylvie Jaacqueline Ndongmo, la présidente de Women's International League For Peace And Freedom (WILPF) - en Français, Ligue Internationale pour la Paix et la Liberté) Cameroun, par ailleurs, Co-coordinatrice WILPF Afrique, qui a été désignée comme porte parole de la société civile. En quoi le Cameroun est-il concerné, devrait-on se demander ?

La situation au Cameroun

Le Cameroun, comme le Tchad, la République Centrafricaine, le Nigeria et le Niger pour ne citer que ces pays-là, se trouve aux confins du désert du Sahara, donc dans la zone sahélo-saharienne.

De ce fait, le Cameroun est particulièrement concerné par cette étude qui s'y est déroulée au mois d'octobre 2015.

A côté de cela, il faut retenir que divers conflits ont eu lieu en République Centrafricaine, au Niger, au Nigeria à cause de la secte Boko Haram et il y a plusieurs années au Tchad et depuis près d'une demi-décennie en Lybie. Des conflits armés qui ont vu circuler des armes légères et de petit calibre dont certaines ont transité par le Cameroun. Personne ne saurait le nier car il n'y a pas longtemps, la presse camerounaise se faisait l'écho de la saisie au Port Autonome de Douala, d'un conteneur d'armes légères. Les autorités douanières qui avaient réalisé cette saisie se demandaient toujours à qui elles appartenaient car son légitime propriétaire n'avait pas osé se présenter. A qui étaient-elles destinées ? A quelles fins ? Qu'en a-t-on fait ? Ont-elles été détruites ? Sont-elles en circulation ? Autant de questions qui restent sans réponses.

En outre, au Cameroun, il se trouve que l'on fabrique des armes de petit calibre de manière artisanale. Il n'y a qu'à se rendre à l'Ouest du Cameroun lors des funérailles pour s'en rendre compte. En outre, différents braquages de banques et de domiciles privés perpétrés par des

bandits de grands chemins et des coupeurs de routes l'ont été grâce à ces armes-là. Il y a quelques semaines, votre bienchérien rapportait un fait divers au cours duquel un chasseur, à la suite d'une dispute, avait abattu six de ses confrères et s'était entui avec son arme. A ce jour, l'on se demande si les forces de maintien de l'ordre ont réussi à mettre la main sur lui pour l'empêcher de commettre d'autres forfaits. A cela, il faut ajouter la porosité des frontières qui permettent l'introduction illicite des armes dans notre pays, à l'insu des autorités. Mais à la connaissance des populations, lesquelles n'osent pas dénoncer les détenteurs de ces armes-là.

Tous ces cas, démontrent à suffisance, que le Cameroun n'est pas à l'abri de ce phénomène et qu'il serait temps de savoir ce qu'il y a lieu de faire pour juguler ladite prolifération avant qu'il ne soit trop tard car l'on ne peut prévoir quand commença l'année 2016 et encore moins combien de temps il va durer. La guerre contre la révérende Boko Haram est là pour nous en apprendre davantage. Les résultats de cette enquête, une fois validés, devraient faire l'objet d'une large information, afin que nul n'en ignore.

D.D.M